



**MISSION PERMANENTE
DE LA FRANCE AUPRÈS
DES NATIONS UNIES
À NEW YORK**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Scroll down for English.

DÉBAT GÉNÉRAL

**INTERVENTION DE M. JEAN-YVES LE DRIAN,
MINISTRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

76ÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

New York, 27 septembre 2021

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,
Mesdames et Messieurs les chefs de délégation,

En nous rappelant à quel point nos destins sont liés – pour le meilleur comme pour le pire –, la crise pandémique nous a aussi rappelé la valeur de ce qui, depuis plus de soixante-quinze ans, nous rassemble au sein de cette organisation. Le réflexe de la coopération, le primat du droit sur la force, le respect inconditionnel de la personne humaine : les principes de notre Charte n'ont rien perdu de leur sens. Bien au contraire. Les crises et les défis d'aujourd'hui leur donnent même une urgence nouvelle.

Notre sécurité, notre santé, notre planète sont désormais des biens communs, qu'il nous revient de travailler à préserver ensemble. Cet impératif n'a rien d'une abstraction, rien d'un idéal.

C'est, très concrètement, l'horizon de chacun de nos choix.

Et, tout aussi concrètement, la sanction de chacune de nos divisions, de chacun de nos renoncements, de chacune de nos impuissances.

Car, dans un monde d'échanges et d'interdépendances, un monde en état d'urgence environnementale, un monde en proie à de préoccupantes logiques de brutalisation et à la tentation persistante de l'unilatéralisme, tout ce que nous faisons collectivement – ou à l'inverse manquons de faire – nous engage tous. Nous devons en être conscients, et en tirer les conséquences. Ensemble.

Si, en dépit des assauts qu'ils ont subis ces dernières années, les fondements du système multilatéral ont prouvé leur solidité, trop de risques s'accumulent, qui ne sont pas maîtrisés. Au nom de la France, c'est donc d'abord un message de responsabilité que je souhaite porter devant vous aujourd'hui.

La première de nos responsabilités partagées, c'est le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Elles sont en péril, quand les jeux de puissance s'exacerbent, quand les logiques des blocs réapparaissent, quand nos cadres de régulation se défont, quand les tentatives du fait accompli se multiplient.

C'est pourquoi la France appelle de ses vœux la tenue d'un sommet du P5 pour établir un programme d'action commun.

Afin de rendre au Conseil de sécurité la capacité d'exercer tout son mandat. Et afin d'engager le dialogue sur les sujets clé du contrôle des armements et de notre sécurité collective.

Et c'est pourquoi nous agissons, et continuerons d'agir, en faveur de la paix et de la stabilité dans l'espace Indopacifique avec nos partenaires de bonne volonté dans cette région et avec les autres Européens à nos côtés. La France, en tant que nation de l'Indopacifique y a des intérêts majeurs, tout comme l'Europe qui vient de se doter d'une stratégie en la matière.

La paix et la sécurité internationales se trouvent aussi directement mises en jeu à chaque fois qu'une crise éclate ou franchit un nouveau seuil.

En Afghanistan, notre devoir est d'apporter à la population l'aide humanitaire dont elle a besoin et notre intérêt commun est de porter une exigence politique et sécuritaire claire à l'égard du régime de Kaboul : tout lien avec les organisations terroristes doit être rompu.

Vingt ans après le choc du 11 Septembre, nous savons ce que la reconstitution d'un sanctuaire terroriste impliquerait pour nous tous.

Au Levant et au Sahel, pour la même raison, nous devons poursuivre le combat contre la menace terroriste, agir pour rétablir le dialogue là où il est rompu et redonner des perspectives d'avenir aux populations, à travers les combats de la stabilisation et du développement.

Le Président de la République, Emmanuel Macron, s'est rendu récemment à Bagdad afin d'y soutenir les efforts déterminés des Irakiens pour se rassembler et rétablir leur souveraineté.

Au Sahel, nous adaptons notre dispositif militaire pour rester en mesure d'agir dans la durée, de répondre aux attentes de nos partenaires régionaux et demeurer pleinement disponibles pour nos partenaires internationaux, ceux de la Coalition internationale pour le Sahel et ceux qui servent au sein de la MINUSMA. Cet effort qui se traduit par de réels résultats – j'en veux pour preuve la neutralisation récente d'Abou Walid al Sahraoui – cet effort ne sera toutefois pas durable sans stabilité politique et sans le respect du chemin démocratique. Je pense notamment au respect du calendrier fixé pour l'organisation des élections au Mali, qu'il est impératif de respecter.

En Libye, une voie crédible existe désormais pour rétablir l'unité et la souveraineté du pays, pourvu que chacun se conforme à ses obligations, que les mercenaires étrangers se retirent, que le cessez-le-feu perdure et que des élections se tiennent comme prévu, c'est-à-dire le 24 décembre prochain.

La France souhaite que le Conseil de sécurité, les voisins de la Libye, ceux qui y exercent une influence, agissent ensemble pour atteindre notre objectif commun d'aller au bout de la transition en cours.

C'est le sens de la Conférence internationale de soutien au processus politique et au rétablissement de la souveraineté libyenne que nous organiserons, à Paris, le 12 novembre prochain.

Au Proche-Orient divisé, le long de la ligne de contact en Ukraine ou encore dans le Haut-Karabagh et dans le Sud-Caucase où le risque de la conflictualité n'est toujours pas écarté, nous devons prévenir les tensions, défendre le droit international et apporter un soutien collectif à la mise en œuvre de solutions politiques concrètes.

Quant à la poursuite du programme nucléaire iranien, elle exige de nous la plus grande fermeté. L'Iran ne peut croire que le temps joue en sa faveur, car les risques d'une crise majeure augmentent à mesure que son programme nucléaire devient plus dangereux.

Les positions américaines d'hier ne peuvent justifier que l'Iran continue de violer les engagements qu'il a pris au titre du JCPOA.

La France prendra toutes les initiatives utiles au dialogue. Mais le seul chemin possible demeure celui d'un accord permettant d'établir que l'Iran respecte à nouveau ses obligations. Il est donc indispensable que la négociation reprenne très rapidement.

Les violations du droit international humanitaire constituent, enfin, également une grave menace pour la paix et la sécurité internationales.

En particulier lorsque des personnels humanitaires et médicaux sont pris pour cibles, alors même qu'ils portent secours aux populations. Nous devons donc nous donner les moyens de mieux prévenir ces crimes et de punir ceux qui s'en rendent coupables – en Syrie, au Yémen, au Niger, en RCA, en Éthiopie ou ailleurs.

Notre responsabilité – Mesdames et Messieurs –, c'est aussi de construire des réponses pragmatiques et solidaires aux grands défis globaux qui engagent notre avenir commun.

A commencer par le défi du Covid-19, qui n'est pas derrière nous.

Soyons très clairs : la santé des uns dépend de la santé de tous. Nous devons donc poursuivre les efforts qui, grâce à l'initiative ACT-A ont déjà permis à 141 pays de recevoir 255 millions de doses de vaccin. Il n'est pas possible que nous laissions se creuser encore la fracture vaccinale qui existe aujourd'hui entre le Nord et le Sud.

Parce que le sens et la crédibilité mêmes du multilatéralisme sont en jeu dans cette épreuve.

Et parce que nous savons que l'immunité sera globale ou ne sera pas.

Il est donc urgent d'obtenir une accélération des livraisons, de nous assurer que chaque vaccin livré soit bien administré et de renforcer nos capacités de production sur tous les continents.

La France continuera d'y travailler en étroite concertation avec ses partenaires, notamment ceux du continent africain.

Notre engagement de donner 60 millions de doses sera tenu d'ici la fin de l'année.

Et nous sommes fiers de contribuer à financer un projet de transfert de technologie en Afrique du sud qui devra permettre de développer sur le continent des capacités autonomes de production de vaccins à ARN messager.

La solidarité internationale doit aussi prévaloir face à l'autre défi de la crise pandémique : le défi de la relance économique.

L'initiative de suspension de la dette que nous avons prise au G20, puis l'établissement d'un cadre commun pour son traitement ont d'ores et déjà permis d'apporter une réponse à l'urgence. Mais il faut aller plus loin, en construisant, avec l'Afrique, le nouveau pacte que le Président Macron a appelé de ses vœux au Sommet sur le financement des économies africaines en mai dernier.

Le G20 doit s'engager pour que l'allocation des droits de tirage spéciaux que nous avons décidée au FMI soit rapidement complétée par la réallocation d'une partie d'entre eux aux pays qui en ont le plus besoin.

La France est prête à transférer 20% de son allocation de DTS vers les économies africaines, afin de renforcer la résilience des sociétés et d'accompagner la transition vers un modèle de développement soutenable et conforme à nos objectifs pour le climat et l'environnement.

L'urgence environnementale doit, en effet, être au cœur de chacun de nos choix d'avenir.

Sans fatalisme, car les experts du GIEC nous disent que, si nous baissions rapidement le niveau de nos émissions, nous pouvons encore contenir le réchauffement à 2 voire même 1,5 degrés Celsius. Il est urgent d'agir mais il n'est pas trop tard !

Mais, le faire aussi, sans demi-mesures, car – comme l'a dit avec force le Secrétaire général – nous courons aujourd'hui à la catastrophe, en raison d'engagements insuffisants qui nous mèneraient à un réchauffement climatique de 2,7 degrés dont nous finirions tous, sans exception, par payer le prix fort.

La COP26 qui s'ouvrira le 1er novembre prochain sera donc un moment de vérité.

Chacun d'entre nous doit, en responsabilité, y apporter une contribution à la mesure des enjeux. A savoir des milliers de vies humaines, la stabilité internationale, l'avenir des nouvelles générations. Avant qu'il ne soit trop tard, nous devons nous retrouver autour de l'objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050. Là encore, la France sera solidaire : elle apportera six milliards d'euros par an et consacra plus d'un tiers de ses financements à l'adaptation climatique.

Ce combat pour le climat doit aller de pair avec le combat pour la biodiversité. A Marseille, lors du Congrès mondial de la nature de l'UICN, qui s'est tenu début septembre, nous avons pris des engagements forts, qu'il nous faut maintenant mettre en œuvre, en particulier, concrétiser le projet emblématique de la Grande muraille verte au Sahel.

Nous devons aussi mettre en œuvre la finance climat au service de la biodiversité, tant les liens entre les deux sujets sont désormais avérés.

Dans cette période de redémarrage de l'économie mondiale, nous devons, enfin, veiller à ce que nos pratiques commerciales soient bien compatibles avec notre volonté de solidarité internationale et nos objectifs climatiques et environnementaux.

En nous donnant de nouveaux leviers conformes au droit de l'OMC, comme le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières que nous voulons mettre en place en Europe pour lutter contre les fuites de carbone, de la même manière que nous voulons lutter contre la déforestation importée et contre les violations des droits sociaux tout au long de nos chaînes de valeur.

Et puis en travaillant, dans le même temps, au « verdissement » concret du cadre commercial multilatéral, dès la ministérielle OMC de cette année, à commencer par un accord ambitieux pour réguler les subventions à la pêche. Il y va du futur de nos océans.

Nous avons enfin une responsabilité à l'égard des principes mêmes du multilatéralisme, dont nous sommes les dépositaires.

La responsabilité, d'abord, de préserver notre capacité à agir au nom de ces principes et promouvoir un ordre international réellement multilatéral.

A cet égard, Monsieur le Secrétaire général, je tiens à saluer votre action et vos efforts pour insuffler une nouvelle dynamique au système des Nations unies. Nous serons à vos côtés tout au long de votre second mandat.

Tout en soutenant nos institutions collectives, y compris dans leurs efforts de réforme, nous devons aussi continuer à développer un multilatéralisme de projets.

Celui de l'Alliance pour le multilatéralisme, que nous avons lancée il y a deux ans avec mon collègue allemand et qui a su jouer tout son rôle dès le début de la crise pandémique.

Ou encore celui l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones de conflit, qui réalise un travail remarquable en Irak, en Syrie, au Mali et aussi en Afghanistan, en lien avec l'UNESCO.

Nous avons la responsabilité, aussi, de défendre ces principes là où ils vacillent.

En Afghanistan, où les acquis des vingt dernières années ne peuvent s'effacer. Tout particulièrement en ce qui concerne l'accès à l'éducation et les droits des femmes et des filles.

Et partout où la portée universelle des droits humains est remise en cause.

Car l'universalité de ces droits est la première traduction politique et juridique de l'unité du genre humain, sans laquelle cette organisation, notre organisation, serait dépourvue de fondement. Il s'agit également – je le rappelle – d'un engagement que les États membres des Nations unies ont librement consenti à signer et à respecter.

Ces principes qui nous rassemblent, nous avons enfin la responsabilité de les faire vivre au présent, en les portant jusque dans l'espace numérique.

Nous y voyons prospérer des comportements de plus en plus irresponsables, sans parvenir, malheureusement, à apporter une réponse normative internationale à même de réguler ces dérives et d'y faire respecter les droits et les libertés de tous.

La mise en place d'un impôt universel minimal de 15% pour les entreprises multinationales y contribuera. Nous appelons donc tous les États à se rallier à cette mesure essentielle.

La France et ses partenaires européens entendent même se doter d'une véritable législation sur les marchés numériques. Nous encourageons nos partenaires internationaux à nous suivre sur cette voie, et nous les invitons à œuvrer avec nous à l'instauration d'un nouvel ordre public numérique, dans le sillage de l'Appel de Paris ou de l'Appel de Christchurch qui, depuis 2019, nous permet désormais d'agir de manière décisive pour obtenir le retrait de contenus terroristes sur internet.

Responsabilité collective dans le maintien la paix et de la sécurité internationales ; responsabilité partagée face aux grands défis d'aujourd'hui ; responsabilité de chacun d'entre nous à l'égard de cela même qui nous rassemble : voilà, pour la France, ce qu'appelle, le moment de bascule historique que nous sommes en train de vivre. Nous devons tous être au rendez-vous.

Alors que notre pays s'apprête à exercer la présidence du Conseil de l'Union européenne au premier semestre 2022, vous pouvez – Mesdames et Messieurs – compter sur notre détermination à assumer pleinement notre part de cette triple responsabilité.

En nous engageant dans tous les combats de la sécurité, de la solidarité et de l'égalité.

Pour rebâtir, avec vous, notre monde commun.

Je vous remercie.

GENERAL DEBATE

STATEMENT BY MR. JEAN-YVES LE DRIAN, MINISTER FOR EUROPE AND FOREIGN AFFAIRS

76TH GENERAL ASSEMBLY OF THE UNITED NATIONS

(Translated from French)

New York, 27 September 2021

President of the General Assembly,
Secretary-General,
Heads of State and Government,
Heads of Delegation,

By reminding us of the extent to which our destinies are linked – for better and for worse – the pandemic crisis has reminded us of the value of what has united us at this organization for over 75 years. The will to cooperate, the primacy of law over force, unconditional respect for the human person : the principles of our Charter have not lost any of their meaning. In fact, quite the opposite. Today's crises and challenges have made them even more essential.

Our security, our health and our planet are now common goods, which together we must strive to preserve. This imperative is not abstract, it is not an ideal.

It is, in very concrete terms, the perspective of each of our choices.

And just as definitively, it is our punishment each time we are divided, each time we give up, each time we are powerless.

Because in a world of exchanges and interdependencies, a world with environmental emergencies, a world facing worrying attitudes of brutalization and the constant temptation of unilateralism, everything that we do together – and conversely, everything that we fail to do – involves us all. We must be aware of this and learn lessons from it. Together.

Although the foundations of the multilateral system have remained solid in the face of attacks in recent years, too many uncontrolled risks are building up. On behalf of France, my first message to you today is thus one of responsibility.

Our first shared responsibility is to maintain international peace and security.

And it is in danger when power games are heightened, when bloc mentalities reappear, when our regulatory frameworks collapse, when attempts at fait accompli policies increase.

That is why France is calling for a P5 Summit to set out a joint action programme.

To enable the Security Council to fully exercise its mandate.

And to start dialogue on the key issues of arms control and our collective security.

And that is why we are taking action and will continue to do so for peace and stability in the Indo-Pacific with our willing partners in the region and other Europeans alongside us. As an Indo-Pacific nation, France has major interests in the region, as does Europe which has just set out a strategy in this area.

International peace and security is thus at risk each time a crisis breaks out or reaches a new level.

In Afghanistan, our duty is to provide the people with necessary humanitarian assistance and it is in our common interest to have clear political and security requirements with regard to the regime in Kabul: all links with terrorist organizations must be severed.

Twenty years after the events of September 11, we know what a rebuilt haven for terrorists would mean for us.

In the Levant and the Sahel, we must, for the same reason, continue to fight the terrorist threat, work to restore dialogue where it has broken down and give the people new prospects for the future by working towards stability and development.

Recently, the President of the French Republic, Emmanuel Macron, travelled to Baghdad to support the Iraqis' determined efforts to come together and restore their sovereignty.

In the Sahel, we are adapting our military structure to retain our long-term action capabilities, to meet the expectations of our regional partners and to remain fully available to our international partners, those from the Coalition for the Sahel and those serving within MINUSMA. These efforts, which are producing real results, as can be seen by the recent killing of Abu Walid Al-Sahrawi, are not sustainable without political stability and respect for the democratic process. I particularly have in mind the timetable for elections in Mali, which must be strictly observed.

In Libya, there is now a credible path to restore unity and sovereignty in the country, provided that all parties fulfil their obligations, the foreign mercenaries withdraw, the ceasefire remains in place and elections are held as planned on 24 December.

France hopes that the Security Council, Libya's neighbours and those which have influence over the country can collaborate to achieve our shared objective of completing the ongoing transition.

This is the aim of the international conference to support the political process and restore sovereignty in Libya, which we will host in Paris on 12 November.

Whether in the divided Middle East, along the contact line in Ukraine, in Nagorno-Karabakh or the South Caucasus, where the risk of conflict still cannot be ruled out, we must prevent tensions, uphold international law and collectively support the implementation of concrete political solutions.

With regard to the Iranian nuclear programme, we must be absolutely unequivocal. Iran cannot be allowed to think time is on its side, because the more dangerous its nuclear programme becomes, the greater the risk of a major crisis.

The positions taken by the United States yesterday cannot justify Iran's continued violation of its JCPOA commitments.

France will take all necessary action to encourage dialogue. But the only possible path remains an agreement to establish that Iran is once again fulfilling its obligations. It is therefore essential that negotiations resume very quickly.

Violations of international humanitarian law also constitute a serious threat to international peace and security.

Particularly when humanitarian and medical personnel are targeted, even as they are providing emergency relief to populations. We must therefore equip ourselves with the means to better prevent these crimes and punish those who are guilty of committing them – in Syria, Yemen, Niger, the Central African Republic, Ethiopia and everywhere else.

Our responsibility – ladies and gentlemen – is also to build pragmatic and inclusive responses to the major global challenges that determine our shared future.

Starting with the COVID-19 challenge which is not yet behind us.

We need to be very clear: the health of some depends on the health of all. We must therefore pursue efforts that, through the ACT-A initiative, have already provided 255 million vaccine doses to 141 countries. We cannot allow the vaccine divide between the North and the South to widen any further.

Because the very meaning and credibility of multilateralism is at stake.

And because we know that if immunity is not global, there will be no immunity.

There is an urgent need to accelerate deliveries to ensure that each vaccine delivered is administered properly and to strengthen our production capacities on all continents.

France will continue to work in close cooperation with its partners, especially those in Africa.

Our commitment to provide 60 million doses will be achieved by the end of the year.

And we are proud to contribute to the financing of a project to transfer technology to South Africa, which should help Africa develop autonomous production capacities of mRNA vaccines.

International solidarity must also prevail when it comes to the other challenge of the pandemic crisis: the challenge of economic recovery.

A response to the emergency was provided with the debt deferment initiative that we took at the G20 and the establishment of a common framework that can now be used for its implementation. But we must go further by building a new pact with Africa that President Macron called for at the Summit on the Financing of African Economies in May 2021.

The G20 must commit to ensuring that the allocation of special drawing rights we decided upon in the IMF is swiftly supplemented by the reallocation of a portion of them to countries which need them most.

France is ready to transfer 20% of its SDR allocation to African economies to strengthen the resilience of societies and support the transition to a sustainable development model and meet our objectives for the climate and the environment.

The environmental emergency must be at the heart of each of our future choices.

Without succumbing to fatalism, because the IPCC experts have told us that if we swiftly lower our emissions, we can still limit warming to 2° or even 1.5°C. We must act urgently, but it is not too late!

However when we act it must be with no half measures, because - as the Secretary-General has firmly stated – we are now on a catastrophic pathway due to insufficient commitments that are leading us to global heating of 2.7°C for which we will all, without exception, pay a heavy price.

COP26 which will begin on 1 November will therefore be a moment of truth.

Each of us must shoulder our responsibility and provide a contribution that is commensurate with what is at stake. Namely human lives, international stability, and the future of the generations to come. We must rally around the objective of climate neutrality by 2050 before it is too late. Here again, France will show its solidarity by providing €6 billion a year and devoting more than a third of its financing to climate adaptation.

This fight for the climate must go hand in hand with the fight for biodiversity. In Marseille at the IUCN World Conservation Congress, held in early September, we made strong commitments, that we must now implement, particularly the symbolic project of the Great Green Wall for the Sahara and Sahel.

We must also put climate finance to work for biodiversity, as the connections between the two topics which are now recognized.

During this time of global economy recovery, we must lastly ensure that our trade practices are fully compatible with our international solidarity efforts and our climate and environmental objectives.

By providing new levers in accordance with WTO law, such as the Carbon Border Adjustment Mechanism that we wish to establish in Europe to fight carbon leakage, in the same way that we wish to fight imported deforestation and violations of social rights across our value chains.

And by working, at the same time, on a tangible “greening” of the multilateral trade framework at the WTO ministerial meeting this year, starting with an ambitious agreement for regulating fisheries subsidies. The future of our oceans depend on it.

We also have a responsibility with regard to the very principles of multilateralism, of which we are guardians.

The responsibility, first of all, to preserve our ability to act in the name of these principles and promote a truly multilateral order.

In this regard, Secretary-General, I would like to commend your action and your efforts to inject new impetus into the United Nations system. We will work by your side throughout your second term.

While supporting our collective institutions, including in their reform efforts, we must also continue to develop project multilateralism.

That of the Alliance for Multilateralism, which we launched two years ago with my German colleague and which was able to play its full role from the start of the pandemic.

And the International Alliance for the Protection of Heritage in Conflict Areas, which is doing an outstanding job in Iraq, Syria, Mali and Afghanistan, in cooperation with UNESCO.

We have the responsibility to defend these principles where they are wavering.

In Afghanistan, where the achievements of the last 20 years cannot be erased. Particularly when it comes to the access to education and the rights of women and girls.

And everywhere where the universal scope of human rights is being challenged.

Because universal human rights are the first political and legal translation of the unity of humankind, without which this organization, our organization, would have no foundation. This is a commitment – I would like to recall – that the United Nations Member States freely consented to sign and respect.

These principles that unite us, we have the responsibility to keep alive today, by upholding them up to and including the digital realm.

We have seen increasingly irresponsible behaviours flourish, without managing, unfortunately, to provide an international normative response to regulate them and to ensure that the rights and freedoms of all are respected.

The introduction of a minimum universal 15% tax for multinational companies will help achieve this. We therefore call on all States to support this vital measure.

France and its European partners even intend to adopt actual legislation on digital markets. We encourage our international partners to follow us down this path, and we invite them to work with us to establish a new digital public order in the wake of the Paris Call and the Christchurch Call to Action, which, since 2019, has enabled us to take decisive action to remove terrorist content from the Internet.

Collective responsibility in international peacekeeping and security; shared responsibility in tackling today's major challenges; responsibility of each of us with regard to what unites us: for France this is what the historic turning point we are experiencing calls for. We must all rise to the challenge.

While our country is preparing to take over the Presidency of the Council of the European Union in the first half of 2022, you can – ladies and gentlemen – count on our determination to fully assume our share of this three-pronged responsibility.

Engaging us in all the security, solidarity and equality combats.

To rebuild, with you, our shared world.

Thank you.